

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 640

[2006/200261]

**16 DECEMBER 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse gemeenschap van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie, gewijzigd op 28 april 2004;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie, gewijzigd op 20 november 2003 en 10 juni 2004;

Gelet op het kaderakkoord van 29 juni 2000 voor de non-profitsector van de Gemeenschap Wallonië-Brussel (2001-2005);

Gelet op het aanhangsel van 12 mei 2004 bij het kaderakkoord van 29 juni 2000 voor de non-profitsector van de Gemeenschap Wallonië-Brussel (2001-2005);

Gelet op het protocol van 9 juni 2005 betreffende de non-profitsector van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 december 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 december 2005;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bijkomende bedragen toegekend bij toepassing van de akkoorden voor de non-profitsector voor het jaar 2005 in hun geheel budgettair vastgelegd moeten worden in 2005;

Op de voordracht van de Minister belast met het Kinderwelzijn, de Hulpverlening aan de Jeugd en de Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 december 2005,

Besluit :

**Artikel 1.** In bijlage 3 van het besluit van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie, gewijzigd op 20 november 2003, worden de bedragen « € 5.659 », « € 8.488 », « € 10.812 » en « € 12.217 » respectievelijk vervangen door de bedragen « € 6.456 », « € 9.683 », « € 12.334 » en « € 13.937 ».

**Art. 2.** De Minister tot wier bevoegdheid de Sociale hulpverlening aan gedetineerden behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

Brussel, 16 december 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 641

[2006/200490]

**26 JANVIER 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001;

Vu le Règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu le Règlement (CE) n° 595/2004 de la Commission du 30 mars 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 2001 relatif à l'organisation d'un recensement agricole annuel au mois de mai effectué par l'Institut national de Statistique;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu le protocole de coopération du 6 décembre 2005 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relatif au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 5 septembre 2005;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002;

Considérant que des mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public et ce, dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant qu'outre des précisions, il convient préciser, d'une part, dans quelles conditions deux producteurs peuvent constituer un groupement de producteurs laitiers et, d'autres part, les conditions de transfert et la superficie minimale de terres servant à la production laitière à transférer avec les quantités de référence;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application de celles-ci;

Considérant qu'il est nécessaire que les producteurs soient informés au plus tôt des modifications intervenues quant à leurs droits et obligations et que cette réglementation doit s'appliquer à la période de douze mois en cours ayant commencé le 1<sup>er</sup> avril 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 39.403/4, donné le 12 décembre 2005, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le point 5<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante : « 5<sup>o</sup> l'administration : la Direction du Secteur animal de la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne. »;

2<sup>o</sup> au point 6<sup>o</sup>, b.1, tiret 5, du même article 1<sup>er</sup>, les mots « mises à disposition du » sont insérés en lieu et place des mots « apportées au » entre les mots « 2002, les terres » et les mots « du groupement de producteurs laitiers »;

3<sup>o</sup> le point 16<sup>o</sup> du même article 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante : « 16<sup>o</sup> déclaration de superficies : la déclaration de superficies telle que prévue au Règlement (CE) n<sup>o</sup> 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003. ».

**Art. 2.** Dans l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 5, les mots « ou application des dispositions du dernier alinéa de l'article 30 de la loi sur le bail à ferme » sont insérés entre les mots « ou cession de bail, » et « en cas de mise en commun d'exploitations ... »;

2<sup>o</sup> au point b, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : « Lorsque conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, point 15<sup>o</sup>, une exploitation est reprise par un autre producteur, ce dernier doit pour les terres ayant fait l'objet d'une demande de transfert après le 1<sup>er</sup> avril 1996, à raison de minimum un ha par 20.000 litres de quantités de référence concernées, respecter les mêmes obligations que son cédant pendant une nouvelle période de neuf ans. ».

**Art. 3.** Dans l'article 9 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup> de l'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : « § 1<sup>er</sup>. Des quantités de référence qui font ou ont fait l'objet d'un transfert, visé aux articles 5 et 13, hormis en cas de reprise, 90 % sont ajoutées à la réserve nationale lorsque ce transfert s'opère, entre producteurs qui ne sont ni parents ni alliés au premier degré, ni parents collatéraux au second degré, ni conjoints;

Toutefois, cette disposition ne trouve pas à s'appliquer lorsque le transfert s'opère soit au profit d'un groupement de personnes physiques tels que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, c, dont le plus âgé, a moins de 65 ans au 1<sup>er</sup> avril suivant la période en cours, soit au profit d'une personne morale telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, b.1 et b.2, dont le gérant ou l'administrateur le plus âgé a moins de 65 ans au 1<sup>er</sup> avril de la période en cours et si, préalablement à ce transfert :

- ledit groupement ou ladite personne morale a repris au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 15<sup>o</sup>, l'exploitation et la totalité des terres servant à la production laitière d'un cédant parent ou allié au 1<sup>er</sup> degré, en constituant avec ce cédant parent ou allié au premier degré ledit groupement ou ladite personne morale. Ce cédant peut avoir lui-même procédé, avant le 31 mars 2004, à une création d'exploitation au sens des dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, 16<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

- tous les membres dudit groupement et tous les gérants ou administrateurs de ladite personne morale sont, entre eux, parents ou alliés au premier degré ou parents collatéraux au second degré avec un parent au 1<sup>er</sup> degré.

Lorsque la personne physique la plus âgée dudit groupement de personnes physiques ou le gérant ou l'administrateur le plus âgé de ladite personne morale a atteint l'âge de 65 ans au 1<sup>er</sup> avril de la période suivante, les dispositions de l'article 9, § 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, sont d'application. »

2<sup>o</sup> au § 3, 5<sup>o</sup>, fin de l'alinéa 2, le mot « cédant » est écrit en lieu et place de « reprenneur ».

**Art. 4.** Dans l'article 14 du même arrêté, les §§ 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 1<sup>er</sup>. Les transferts de quantité de référence visés aux articles 5 à 12 sont enregistrés soit d'office, soit sur demande adressée à l'administration à l'aide d'un formulaire-type disponible auprès de l'administration, auquel seront joints les documents justificatifs du transfert de terres.

La constitution d'un producteur tel que visé à l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, b, est enregistrée sur demande adressée à l'administration à l'aide d'un formulaire-type disponible auprès de l'administration, auquel seront joints les documents justificatifs de la mise à disposition de terres au profit du producteur visé à l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, b.

Les parcelles de terres transférées ou mises à disposition du producteur visé à l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, b, doivent être indiquées sur des cartes de déclarations de superficies.

Les terres transférées avec les quantités de référence ou mises à disposition du producteur visé à l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, b, ne peuvent concerner que des terres exploitées en Belgique et déclarées par le cédant ou par les membres du producteur visé à l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, b, dans leurs déclarations de superficies de l'année civile précédant la période en cours. A défaut de cette dernière déclaration, le producteur cédant ou les membres du producteur visé à l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, b, peuvent avoir exploité en Belgique au cours de la période en cours les terres qu'il cède ou mettent à disposition du producteur visé à l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, b pour autant que ces terres n'aient pas été exploitées et déclarées par un autre producteur au cours de la période en cours et des deux précédentes.

§ 2. Une demande de transfert de quantités de référence ne peut concerner qu'un transfert d'une exploitation ou d'une partie de celle-ci, intervenu au plus tôt le 1<sup>er</sup> avril de la période précédente ou à intervenir au plus tard le 31 mars de la période. Pour être recevable la demande de transfert ou de constitution d'un groupement de producteurs laitiers doit être introduite au plus tard le 30 novembre de la période.

Lorsqu'une demande de constitution d'un producteur tel que visé à l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, b, est introduite, l'acte authentique portant constitution dudit producteur devra, sous peine de nullité de la demande, être passé au plus tard dans les trente jours calendriers qui suivent la notification de la décision positive de l'administration aux intéressés.

Une demande de reconduction d'un producteur tel que visé à l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, b, doit être introduite à l'administration, par lettre recommandée signée par tous les membres concernés du groupement.

Pour être recevable cette demande de reconduction sera introduite entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 novembre de la dernière des trois périodes pour les quelles le groupement est constitué.

§ 3. A l'exception des cas de reprises d'exploitation, les transferts de quantités de référence ainsi que les retenues pour la réserve nationale correspondantes sont exécutés avec effet au 1<sup>er</sup> avril de la période suivante.

En cas de reprise d'exploitation ou de constitution du producteur visé à l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, b, le transfert ou la mise à disposition de terres doit avoir lieu entre le 1<sup>er</sup> avril de la période précédente et le 31 mars de la période en cours. Dans ce cas, les transferts ou mises à disposition de quantités de référence ne peuvent être que postérieurs au transfert de terres. Pour les reprises d'exploitation, ils ne peuvent prendre effet au plus tôt que le 1<sup>er</sup> avril de la période en cours et au plus tard que le 1<sup>er</sup> avril de la période suivante. Pour la constitution du producteur visé à l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, b, la mise à disposition des quantités de référence prend effet le 1<sup>er</sup> avril qui suit la période en cours. Les retenues pour la réserve nationale correspondantes sont exécutées avec effet au 1<sup>er</sup> avril de la période suivante. »

**Art. 5.** Dans l'article 15 du même arrêté, au point 2<sup>o</sup>, les mots « 0,37 EUR » sont remplacés par les mots « 0,25 EUR ».

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2005.

**Art. 7.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 janvier 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 641

[2006/200490]

#### 26. JANUAR 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisierung der durch die Förderagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlichen Bestimmungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates vom 29. September 2003 über die Erhebung einer Abgabe im Milchsektor;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 595/2004 der Kommission vom 30. März 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 1788/2003 des Rates über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. April 2001 über die Durchführung einer jährlich im Mai durch das nationale statistische Institut organisierten Agrarzählung;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Zusammenarbeitsprotokolls vom 6. Dezember 2005 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Übertragung von Zuständigkeiten im Bereich der Agrarpolitik auf die Regionen und spezifisch bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

Aufgrund der am 5. Mai 2005 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Beschlüsse bezüglich der Übertragung dieser Zuständigkeiten zur Anwendung zu bringen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten unter Beachtung der Verpflichtungen, die sich aus den Europäischen Regelungen im Bereich der Landwirtschaft ergeben;

In der Erwägung, dass zusätzlich zu diesen Erläuterungen einerseits zu bestimmen ist, unter welchen Bedingungen zwei Erzeuger eine Milcherzeugergemeinschaft bilden können und andererseits, welche Bedingungen bezüglich der Übertragung und der Mindestfläche der Ländereien, die für die gemeinsam mit den Referenzmengen zu übertragende Milchproduktion dienen, bestehen;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Erzeuger so schnell wie möglich über die Änderungen ihrer Rechte und Pflichten zu informieren und in Erwägung der Tatsache, dass diese diese Regelung auf einen Zeitraum von zwölf Monaten anzuwenden ist, der am 1. April 2005 begonnen hat;

Aufgrund des am 12. Dezember 2005 in Anwendung des Artikels 84 § 1, Absatz 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 39.403/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 wird wie folgt abgeändert:

1° Punkt 5° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: «5° die Verwaltung: die Direktion des Tiersektors der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region».

2° In Punkt 6°, b.1, Gedankenstrich 5 des genannten Artikels 1 wird der Wortlaut «die in der Milcherzeugergemeinschaft angebrachten Ländereien» durch den Wortlaut «die der Milcherzeugergemeinschaft zur Verfügung gestellten Ländereien» ersetzt;

3° Punkt 16° desselben Artikels 1 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt: «16° die Flächenerklärung: die in der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 angeführte Flächenerklärung.»

**Art. 2** - Artikel 5 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° In Artikel 5 Absatz 1 wird der Wortlaut «oder eine Anwendung der Bestimmungen des letzten Absatzes von Artikel 30 des Gesetzes über die Pachtverträge» zwischen dem Wortlaut «oder eine Abtretung des Mietvertrags» und dem Wortlaut «im Falle einer Zusammenlegung von Betrieben» eingefügt;

2° Absatz 2 von Punkt b wird durch folgende Bestimmung ersetzt: «Wenn ein Betrieb gemäß den Bestimmungen von Artikel 1 Punkt 15° von einem anderen Erzeuger übernommen wird, muss dieser ebenfalls für die Ländereien, die nach dem 1. April 1996 Gegenstand eines Antrags auf Übertragung für wenigstens 1 Hektar pro 20 000 Liter der betreffenden Referenzmengen waren, während eines neuen Zeitraums von neun Jahren die gleichen Bedingungen wie der Überlasser erfüllen;».

**Art. 3** - Artikel 9 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Artikel 9 Punkt 1 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt: «§ 1<sup>er</sup>. Von jenen Referenzmengen, die Gegenstand einer Übertragung gemäß den Artikeln 5 und 13 sind oder waren, mit Ausnahme der Übernahme, werden 90% der nationalen Reserve zugeführt, wenn diese Übertragung Erzeuger betrifft, die im ersten Grad weder verwandt noch verschwägert sind, die im zweiten Grad in seitlicher Linie nicht verwandt sind und die nicht miteinander verheiratet sind.

Diese Bestimmung findet jedoch keine Anwendung, wenn die Übertragung entweder zugunsten einer Vereinigung natürlicher Personen durchgeführt wird, die in Artikel 1, 7°, c definiert wird und deren ältestes Mitglied am 1. April des Jahres nach dem laufenden Zeitraum das Alter von 65 Jahren nicht erreicht hat, oder zugunsten einer juristischen Person, die in Artikel 1, 7°, b.1 und b.2 definiert wird und deren ältester Geschäftsführer oder Verwalter am 1. April des Jahres des laufenden Zeitraums das Alter von 65 Jahren nicht erreicht hat, und wenn vor dieser Übertragung:

- die genannte Vereinigung oder die genannte juristische Person im Sinne von Artikel 1, 15° den Betrieb und alle Ländereien, die für die Milchproduktion genutzt werden, von einem Überlasser übernommen hat, der im ersten Grad verwandt oder verschwägert ist, indem sie mit diesem im ersten Grad verwandten oder verschwägerten Überlasser die genannte Vereinigung oder die genannte juristische Person gebildet hat. Dieser Überlasser kann selbst vor dem 31. März 2004 eine Betriebsgründung im Sinne von Artikel 1, 16° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 2002 über die Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse durchgeführt haben.

- alle Mitglieder der genannten Vereinigung und alle Geschäftsführer oder Verwalter der genannten juristischen Person sind untereinander im ersten Grad verwandt oder verschwägert oder Verwandte in seitlicher Linie im zweiten Grad mit einem Verwandten im ersten Grad.

Wenn die älteste natürliche Person der genannten Vereinigung natürlicher Personen oder der älteste Geschäftsführer oder Verwalter der genannten juristischen Person am 1. April des darauffolgenden Zeitraums das Alter von 65 Jahren erreicht, so sind die Bestimmungen von Artikel 9 § 3, 1° und 2° anwendbar.»;

2° in § 3, 5° wird am Ende des zweiten Absatzes das Wort «Übernehmer» durch das Wort «Überlasser» ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 14 desselben Erlasses werden die Paragraphen 1, 2 und 3 durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

«§ 1<sup>er</sup> - Die in den Artikeln 5 bis 12 angeführten Übertragungen von Referenzmengen werden entweder von Amts wegen eingetragen, oder auf einen Antrag, der anhand eines bei der Verwaltung erhältlichen Antragsformulars bei dieser Verwaltung einzureichen ist und dem alle Belege für die Übertragung von Ländereien beizufügen sind.

Die in Artikel 1, 6<sup>o</sup>, b angeführte Bildung eines Erzeugers wird auf einen Antrag, der anhand eines bei der Verwaltung erhältlichen Antragsformulars bei dieser Verwaltung einzureichen ist und dem alle Belege für die Zurverfügungstellung von Ländereien zugunsten des in Artikel 1, 6<sup>o</sup>, b angeführten Erzeugers beizufügen sind.

Die übertragenen oder dem in Artikel 1, 6<sup>o</sup>, b angeführten Erzeuger zur Verfügung gestellten Parzellen müssen auf den Karten der Flächenerklärungen angegeben werden.

Bei den Ländereien, die gemeinsam mit Referenzmengen übertragen wurden oder dem in Artikel 1, 6<sup>o</sup>, b angeführten Erzeuger zur Verfügung gestellt wurden, darf es sich nur um Ländereien handeln, die in Belgien bewirtschaftet werden und die von dem Überlasser oder den Mitgliedern der in Artikel 1, 6, b angeführten Erzeugergemeinschaft in ihren Flächenerklärungen des Kalenderjahres vor dem betreffenden Zeitraum angegeben worden sind. In Ermangelung dieser letztgenannten Erklärung können der Überlasser oder die Mitglieder der in Artikel 1, 6<sup>o</sup>, b angeführten Erzeugergemeinschaft in Belgien während des laufenden Zeitraums die Ländereien bewirtschaftet haben, die sie dem in Artikel 1, 6<sup>o</sup>, b angeführten Erzeuger überlassen oder ihm zur Verfügung stellen, unter der Bedingung, dass diese Ländereien nicht von einem anderen Erzeuger während des laufenden Zeitraums und den zwei Zeiträumen davor von einem anderen Erzeuger bewirtschaftet und angegeben worden sind.

§ 2 - Ein Antrag auf Übertragung von Referenzmengen darf sich nur auf die Übertragung eines Betriebs oder eines Teils eines Betriebs beziehen, die frühestens am 1. April des vorherigen Zeitraums stattgefunden hat oder spätestens am 31. März des laufenden Zeitraums stattfinden wird. Damit er als zulässig gewertet werden kann, ist der Antrag auf Übertragung oder auf Bildung einer Milcherzeugergemeinschaft spätestens am 30. November des Zeitraums einzureichen.

Falls ein Antrag auf Bildung einer Erzeugergemeinschaft gemäß Artikel 1, 6<sup>o</sup>, b eingereicht wird, so muss die authentische Urkunde über die Bildung der genannten Erzeugergemeinschaft innerhalb von dreißig Kalendertagen nachdem die Verwaltung den Betreffenden einen positiven Beschluss übermittelt hat, unterzeichnet werden. Nach Ablauf dieser Frist läuft der Antrag Gefahr, für nichtig erklärt zu werden.

Ein Antrag auf Weiterführung einer Erzeugergemeinschaft gemäß Artikel 1, 6<sup>o</sup>, b muss bei der Verwaltung mit anhand eines Einschreibens, das von allen betroffenen Mitgliedern der Gemeinschaft unterzeichnet wird, eingereicht werden.

Damit er als zulässig gewertet werden kann, ist der Antrag auf Weiterführung zwischen dem 1. April und dem 30. November der drei Zeiträume, für die die Gemeinschaft gebildet wird, einzureichen.

§ 3 - Außer im Fall einer Betriebsübernahme werden die Übertragung von Referenzmengen und die entsprechenden Einbehaltungen für die nationale Reserve mit Wirkung am 1. April des darauffolgenden Zeitraums durchgeführt.

Bei einer Betriebsübernahme oder der Bildung einer Erzeugergemeinschaft gemäß Artikel 1, 6<sup>o</sup>, b, muss die Übertragung oder die Zurverfügungstellung der Ländereien zwischen dem 1. April des vorangegangenen Zeitraums und dem 31. März des laufenden Zeitraums stattfinden. In diesem Fall dürfen die Übertragung oder die Zurverfügungstellung von Referenzmengen nur nach der Übertragung der Ländereien stattfinden. Die Betriebsübernahmen dürfen frühestens am 1. April des laufenden Zeitraums wirksam werden. Sie müssen spätestens am 1. April des darauffolgenden Zeitraums wirksam werden. Bei der Bildung einer Erzeugergemeinschaft gemäß Artikel 1, 6<sup>o</sup>, b, wird die Zurverfügungstellung von Referenzmengen am 1. April, der auf den laufenden Zeitraum folgt, wirksam. Die entsprechenden Einbehaltungen für die nationale Reserve werden mit Wirkung am 1. April des darauffolgenden Zeitraums durchgeführt.»

**Art. 5** - In Artikel 15 desselben Erlasses wird unter Punkt 2<sup>o</sup> «0,37 EUR» durch «0,25 EUR» ersetzt.

**Art. 6** - Der vorliegende Erlass wird am 1. April 2005 wirksam.

**Art. 7** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Januar 2006

Der Minister-Präsident

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 641

[2006/200490]

**26 JANUARI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op Verordening (EG) nr. 595/2004 van de Commissie van 30 maart 2004 houdende vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 2001 betreffende de organisatie van een jaarlijkse landbouwtelling in de maand mei, uitgevoerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van de landbouw en de visserij;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 30 maart 2004 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van de landbouw en de visserij;

Gelet op het samenwerkingsprotocol van 6 december 2005 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het akkoord van 15 juli 2002 in de Interministeriële Conferentie Landbouw inzake de uitvoering van de overdracht aan de gewesten van de bevoegdheden van de landbouwpolitiek en specifiek inzake de toepassingsvoorwaarden voor de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid, d.d. 5 september 2005;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de overdracht naar de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat maatregelen getroffen moeten worden ter uitvoering van de beslissingen betreffende de overdracht van die bevoegdheden;

Gelet op de noodzaak om de continuïteit in de opdrachten van de overheidsdiensten te waarborgen, met inachtneming van de verplichtingen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving op landbouwgebied;

Overwegende bovendien dat de voorwaarden waarop twee producenten een groepering van melkproducenten kunnen vormen, nader moeten worden bepaald, hetgeen geldt ook voor de overdrachtsvoorwaarden en de minimale grondoppervlakte voor melkproductie die moet worden overgedragen met de referentiehoeveelheden;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij niet-naleving van de termijnen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving om de betrokken premies te storten aan de producenten of in geval van vertraging in de toepassing van de betrokken regelgevingen of indien zij slecht worden toegepast;

Overwegende dat de producenten zo spoedig mogelijk ingelicht dienen te worden over de wijzigingen die plaatsvonden wat betreft hun rechten en verplichtingen en dat die regelgeving toegepast dient te worden tijdens de lopende periode van twaalf maanden die begon op 1 april 2005;

Gelet op advies nr. 39.403/4 van de Raad van State gegeven op 12 december 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>b</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 5° wordt gewijzigd als volgt : « 5° het bestuur : de Directie Dierensector van de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest »;

2° in punt 6°, b.1, 5e streepje, van hetzelfde artikel 1 worden de woorden « dienen de gronden die in de groepering van melkproducenten zijn ingebracht » vervangen door de woorden « dienen de gronden die ter beschikking van de groepering van melkproducenten worden gesteld »;

3° punt 16° van hetzelfde artikel 1 wordt gewijzigd als volgt : « 16° oppervlakteaangifte : de oppervlakteaangifte zoals bedoeld in Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003. »

**Art. 2.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid van artikel 5, worden de woorden « of toepassing van de voorschriften van het laatste lid van artikel 30 van de pachtwet » ingevoegd tussen de woorden « of overdracht van pacht, » en « in geval van samenvoeging van bedrijven... »;

2° in punt b wordt het tweede lid gewijzigd als volgt : « Indien overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, punt 15°, een bedrijf wordt overgenomen door een andere producent, moet deze laatste, voor de gronden die na 1 april 1996 het voorwerp van een aanvraag tot overdracht hebben uitgemaakt, ten bedrage van minstens één ha per 20 000 liter betrokken referentiehoeveelheden, dezelfde verplichtingen naleven als zijn overdrager gedurende een nieuwe periode van negen jaar. »

**Art. 3.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 van artikel 9 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt : « § 1. Van de referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken of uitgemaakt hebben van een overdracht, zoals bedoeld in de artikelen 5 en 13, behalve in geval van overname, wordt 90 % toegewezen aan de nationale reserve wanneer de overdracht gebeurt tussen producenten die noch bloedverwanten noch aanverwanten in de eerste graad noch bloedverwanten in de zijlinie en de tweede graad noch echtgenoten zijn;

Deze bepaling is echter niet van toepassing wanneer de overdracht wordt uitgevoerd hetzij ten bate van een groepering van natuurlijke personen zoals bepaald in artikel 1, 7°, c), waarvan het oudste lid minder dan 65 jaar oud is op 1 april volgend op de lopende periode, hetzij ten bate van een rechtspersoon zoals bepaald in artikel 1, 7°, b.1 en b.2, waarvan de oudste beheerder of bestuurder minder dan 65 jaar oud is op 1 april van de lopende periode en als, vóór die overdracht :

- genoemde groepering of rechtspersoon het bedrijf en het geheel van de gronden gebruikt voor melkproductie van een overdrager, bloed- of aanverwant in de eerste graad heeft overgenomen, in de zin van artikel 1, 15°, door genoemde groepering of rechtspersoon op te richten met die overdrager, bloed- of aanverwant in de eerste graad. Die overdrager kan zelf voor 31 maart 2004 een bedrijf hebben opgericht in de zin van de bepalingen van artikel 1, 16°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 betreffende de toepassing van de heffing in de sector melk en zuivelproducten;

- alle leden van genoemde groepering en alle beheerders of bestuurders van genoemde rechtspersoon onderling bloed- of aanverwanten in de eerste graad zijn of bloedverwanten in de zijlinie en de tweede graad met een bloedverwant in de eerste graad.

Wanneer de oudste natuurlijke persoon van genoemde groepering van rechtspersonen of de oudste beheerder of bestuurder van genoemde rechtspersoon de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt op 1 april van de volgende periode, zijn de bepalingen van artikel 9, § 3, 1° en 2°, van toepassing. »;

2° in § 3, 5°, einde van het tweede lid, wordt het woord « overnemer » vervangen door het woord « overdrager ».

**Art. 4.** In artikel 14 van hetzelfde besluit worden §§ 1, 2 en 3 vervangen als volgt :

« § 1. De overdrachten van referentiehoeveelheden bedoeld in artikelen 5 tot 12 worden geregistreerd hetzij ambtshalve ofwel op aanvraag gericht aan het bestuur aan de hand van een typeformulier beschikbaar bij het bestuur, waaraan de bewijsstukken voor de grondoverdracht zullen worden toegevoegd.

De oprichting van een producent zoals bedoeld in artikel 1, 6°, b, wordt geregistreerd op aanvraag gericht aan het bestuur aan de hand van een typeformulier beschikbaar bij het bestuur, waaraan de bewijsstukken voor de terbeschikkingstelling van gronden ten bate van de in artikel 1, 6°, b, bedoelde producent, zullen worden toegevoegd. De overgedragen grondpercelen of die welke ter beschikking gesteld zijn van de in artikel 1, 6°, b, bedoelde producent, moeten worden aangegeven op de kaarten van de oppervlakteaangiften.

De met de referentiehoeveelheden overgedragen gronden of die welke ter beschikking van de in artikel 1, 6°, b, bedoelde producent gesteld zijn, kunnen enkel betrekking hebben op gronden die in België uitgebaat zijn en die door de overdrager of de leden van de in artikel 1, 6°, b, bedoelde producer aangegeven zijn in hun oppervlakteaangiften van het kalenderjaar voorafgaand aan de lopende periode. Bij gebrek aan die laatste aangifte kunnen de producent-overdrager of de leden van de in artikel 1 bedoelde producent, 6°, b, de overgedragen gronden of de gronden die ze ter beschikking stellen van de in artikel 1, 6°, b, bedoelde producent, hebben uitgebaat in België tijdens de lopende periode voorzover die gronden niet uitgebaat en aangegeven zijn door een andere producent tijdens de lopende en de twee voorafgaande periodes.

§ 2. Een aanvraag om overdracht van referentiehoeveelheden kan slechts betrekking hebben op een overdracht van het geheel of van een gedeelte van een bedrijf, die zich ten vroegste heeft voorgedaan op 1 april van de vorige periode en zich ten laatste voordoet op 31 maart van de periode. Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag om overdracht of oprichting van een groepering van melkproducenten ingediend zijn uiterlijk op 30 november van de periode.

Wanneer een aanvraag om oprichting van een producent zoals bedoeld in artikel 1, 6°, b, wordt ingediend, moet de authentieke akte houdende oprichting van genoemde producent op straffe van verval worden ingediend uiterlijk binnen 30 kalenderdagen volgend op de kennisgeving van de gunstige beslissing van het Bestuur aan betrokkenen.

Een aanvraag om verlenging van een producent zoals bedoeld in artikel 1, 6°, b, moet worden ingediend bij het bestuur bij aangetekende brief ondertekend door alle betrokken leden van de groepering.

Om ontvankelijk te zijn, moet die aanvraag worden ingediend tussen 1 april en 30 november van de laatste van de drie periodes waarvoor de groepering opgericht is.

§ 3. Behoudens in geval van bedrijfsovernames worden de overdrachten van referentiehoeveelheden alsmede de overeenkomstige afhoudingen voor de nationale reserve, uitgevoerd met uitwerking op 1 april van de volgende periode.

Bij bedrijfsovername of oprichting van de in artikel 1, 6°, b, bedoelde producent moet de overdracht of terbeschikkingstelling van gronden plaatsvinden tussen 1 april van de vorige periode en 31 maart van de lopende periode. In dit geval kunnen de overdrachten of terbeschikkingstellingen van de referentiehoeveelheden ten vroegste gebeuren na de grondoverdracht. Wat betreft bedrijfsovernames kunnen ze ten vroegste uitwerking hebben op 1 april van de lopende periode en ten laatste op 1 april van de volgende periode. Voor de oprichting van de in artikel 1, 6°, b, bedoelde producent, heeft de terbeschikkingstelling van de referentiehoeveelheden uitwerking op 1 april volgend op de lopende periode. De overeenkomstige afhoudingen voor de nationale reserve worden uitgevoerd met uitwerking op 1 april van de volgende periode. »

**Art. 5.** In artikel 15 van hetzelfde besluit, punt 2°, worden de woorden « 0,37 EUR » vervangen door de woorden « 0,25 EUR ».

**Art. 6.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 april 2005.

**Art. 7.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 januari 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
B. LUTGEN